

# STATEMENT DISCOURS

SECRETARY  
OF STATE  
FOR EXTERNAL  
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE  
D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES  
EXTÉRIEURES.



87/39

Allocution du  
très honorable Joe Clark,  
secrétaire d'État aux Affaires  
extérieures, à l'occasion du  
Festival international de  
la liberté

Déjeuner pour la remise  
du Prix de la liberté  
Economic Club de Detroit  
Salle Cobo

DETROIT, MICHIGAN

Le 2 juillet 1987

OTTAWA

Le 8 juillet 1987

Je suis très heureux de me trouver ici avec mon ami et collègue le secrétaire Shultz, pour recevoir avec lui le prix du Festival international de la liberté de Windsor-Detroit. J'ai particulièrement plaisir à revenir au Michigan, où ma grand-mère est née et a grandi, à Bay City. Son père, Archibald MacDonnell, était maire républicain. Y en a-t-il encore aujourd'hui? Si ma grand-mère était restée ici, je serais peut-être au Congrès en ce moment, pour lutter contre les pluies acides, promouvoir la libéralisation des échanges et vous rappeler, vous les Américains, que vous êtes chanceux d'avoir pour voisin un vaste pays comme le Canada qui peut voir à vos besoins.

Le Canada et les États-Unis s'attaquent ensemble à des questions qui sont au coeur même du Festival. Je pense à nos contributions respectives à la sécurité internationale et à l'importance que nous attachons au commerce, mais aussi aux problèmes environnementaux pressants, par exemple en ce qui concerne le réseau des Grands lacs et la Voie maritime du Saint-Laurent et la pollution transfrontière qui coûte de plus en plus cher.

Depuis que le secrétaire Shultz et moi-même avons commencé à nous réunir périodiquement, il y a près de trois ans, les questions d'environnement ont occupé une place prépondérante, qu'il s'agisse de problèmes nationaux comme les pluies acides ou de questions régionales comme l'incinérateur proposé à Detroit. Il faut y mettre de l'énergie et faire preuve de bonne volonté pour résoudre ces problèmes, qui nous tiennent particulièrement à coeur. Les pluies acides n'ont pas les mêmes répercussions des deux côtés de la frontière. Elles mettent bien plus en danger notre économie et la santé de notre peuple que ce n'est le cas chez vous. Néanmoins, j'ai bon espoir que l'urgence de la situation et la coopération accrue entre le Premier ministre et le Président aboutiront dans des délais réalistes, à une réduction considérable des émissions causant les pluies acides, au profit des Canadiens aussi bien que des Américains.

En ce qui concerne l'incinérateur, c'est en veillant à mettre en place dès le départ les meilleurs mécanismes de contrôle possibles que l'on pourra le mieux servir les intérêts des Canadiens et des Américains. Par le passé, nous avons réalisé des progrès encourageants grâce à des instruments comme le Traité des eaux limitrophes et l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands lacs. Nous espérons pouvoir en faire autant pour que soient maîtrisés les facteurs qui viennent vicier nos relations et l'atmosphère que nous partageons.

Le prix décerné aujourd'hui consacre le Canada et les États-Unis comme étant les alliés les plus forts et les plus stables du monde. Le 5 juin dernier, le gouvernement Mulroney déposait un livre blanc sur la défense. C'est la première fois en 16 ans qu'on faisait une revue détaillée et prospective de la politique de défense du Canada. Dans ce document, le Canada s'engage à assurer la croissance réelle de ses dépenses au chapitre de la défense d'ici la fin du siècle, en renforçant ses positions en Amérique du Nord et en Europe, dans l'Atlantique, dans le Pacifique et dans l'Arctique. Le Canada veut ainsi montrer à ses alliés qu'il est déterminé à contribuer pleinement à l'effort collectif de défense.

Le Livre blanc n'est pas tombé du ciel; il constitue une étape logique sur la voie que doit emprunter le Canada pour être mieux en mesure d'assumer sa part du fardeau de la défense. Le gouvernement Mulroney a agi en conséquence peu après avoir été porté au pouvoir. Nos troupes en Europe se sont accrues de 25 %. Le Groupe aérien du Canada basé en Allemagne a été doté d'appareils CF-18. Au sein de NORAD, notre commandement conjoint de défense aérospatiale, le Système d'alerte du Nord est en voie de modernisation. Le Livre blanc sur la défense va dans le sens de l'engagement du Canada envers une défense collective solide.

Dans ce contexte, je félicite George Shultz, et son Président, du leadership dont ils ont fait montre dans le dossier du contrôle des armements et du désarmement. Nous sommes sur le point de voir naître le premier accord depuis 40 ans qui réduirait effectivement le nombre d'armes nucléaires dans le monde. Outre la possibilité de plus en plus grande d'un accord sur les missiles nucléaires à portée intermédiaire (INF), les États-Unis et l'URSS se sont entendus sur les bases d'un accord relatif aux armements nucléaires stratégiques, qui pourrait lui aussi amener des réductions considérables. Nous pouvons enfin entrevoir un monde où les armes nucléaires seront en moins grand nombre. Les Canadiens continueront à user de leur influence et de leurs compétences pour faire avancer cette cause.

Permettez-moi maintenant de parler du commerce.

Qu'est-ce que le Canada cherche à retirer de l'accord commercial global qu'il négocie actuellement? Après tout, nous sommes déjà l'un pour l'autre le plus important partenaire commercial. Les États-Unis exportent deux fois plus au Canada qu'au Japon; ses exportations ont d'ailleurs connu une hausse de 40 % au cours des quatre

dernières années. Du même coup, 78 % des exportations canadiennes sont dirigées vers les États-Unis. Le commerce des marchandises totalisait 172 milliards \$CAN en 1986. De plus, nos échanges s'équilibrent à toutes fins utiles lorsque l'on tient compte à la fois du commerce sur marchandises et du commerce sur invisibles. Plus de quatre millions d'emplois d'un côté comme de l'autre sont directement liés à ces échanges. Nous avons donc tous deux un enjeu de taille! Mais nous pouvons aller plus loin.

Nous venons d'entrer dans la phase finale des négociations commerciales. Ce sera l'étape la plus difficile, parce que les négociateurs doivent maintenant passer des principes généraux aux détails précis, mais aussi parce que, au Canada et aux États-Unis, la controverse ira grandissant à mesure que nous approcherons de la prise d'une décision.

Mais ce n'est pas un phénomène nouveau. Il y a 22 ans, en effet, les propositions d'entente entre le Canada et les États-Unis dans le domaine de l'automobile ont suscité les mêmes remous. Cela n'a pas empêché la signature du Pacte de l'automobile, qui a profité à Windsor et à Detroit, au Canada et aux États-Unis. L'an dernier, le commerce de l'automobile entre nos deux pays a dépassé les 60 milliards \$. On peut donc dire aujourd'hui que, si les critiques avaient eu gain de cause il y a 22 ans, ce commerce serait beaucoup moins florissant; il y aurait des milliers d'emplois de moins des deux côtés de la frontière, sans compter que l'économie et la vitalité des deux villes voisines et de nos deux pays en souffriraient.

Au Canada aujourd'hui, un groupe mené par le Congrès du travail du Canada et certains parlementaires s'oppose résolument à la conclusion d'un accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, à l'instar des opposants du Pacte de l'automobile une vingtaine d'années plus tôt. Aux États-Unis, nous sentons un vent de protectionnisme plus inquiétant qui rappelle l'aube de la grande crise. Dans le cas du Pacte de l'automobile et dans les années 30, l'ouverture d'esprit a prévalu et nos deux pays ont pu signer des ententes commerciales qui ont permis d'accroître les emplois et la prospérité des deux côtés du 49<sup>e</sup> parallèle. En effet, c'est dans les années 30 que nos deux pays ont commencé à s'ouvrir au reste du monde. L'accord signé en 1935 par le Premier ministre Mackenzie King et le Président Roosevelt est devenu la base de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, la base de la prospérité mondiale.

Au Canada et aux États-Unis, des pressions seront exercées sur les gouvernements pour qu'ils se retirent de ces négociations historiques; on tentera aussi de susciter des craintes à l'égard de "l'étranger". Certains groupes dans nos deux pays ne demandent qu'à être effrayés ou jugent préférable de se replier sur soi plutôt que de se tourner vers l'extérieur. Pour le sprint final des négociations, nous aurons besoin du soutien des dirigeants du monde des affaires et d'autres instances qui comprennent qu'il faut libéraliser le commerce mondial.

L'imagination de nos critiques n'aura pas de bornes; le moindre changement climatique pourra être porté au compte des négociations commerciales. Par exemple, à mesure que les Blue Jays progresseront inexorablement vers le championnat de la Ligue américaine, chaque victoire sera perçue aux États-Unis comme une étape de plus dans l'exécution d'un complot ourdi par le Canada, tandis que les défaites seront pour les Canadiens la preuve de l'impérialisme culturel américain.

Si ces négociations doivent échouer, laissons-les échouer d'elles-mêmes; mais si l'on veut qu'elles soient couronnées de succès, - et elles peuvent assurément l'être - tous ceux d'entre nous qui croient aux mérites d'une libéralisation des échanges doivent s'engager dans le débat.

Pour l'instant, il revient à nos deux gouvernements et à nos négociateurs de jouer. Nous avons trois mois pour nous entendre sur un projet d'accord. Certains paramètres sont clairs. Aucun des deux gouvernements ne signera un accord qui met en péril ses intérêts nationaux. Les deux insistent sur la conformité aux dispositions du GATT et veulent retirer de toute entente éventuelle des avantages tangibles. Les négociateurs ont cerné plusieurs secteurs où il est possible de réaliser des progrès réels. Mais il reste encore de grands problèmes à résoudre. Les États-Unis s'intéressent à la réglementation touchant les investissements, point sensible de tout temps au Canada. Pour sa part, le Canada estime qu'il n'a pas intérêt à conclure un accord qui le soumettrait à l'application unilatérale ou capricieuse des lois ou règlements américains. Nous ne cherchons pas à être exemptés de l'application de règles équitables. Nous voulons que les échanges entre nos deux pays soient régis par des règles dont nous aurons convenu, soutenues par un mécanisme obligatoire de règlement des différends.

Ce ne sont pas là des questions faciles à résoudre, mais ce ne sont pas non plus les seuls problèmes que soulèvent les négociations. C'est par la négociation que nous pouvons arriver à nos fins. Les plus importantes

négociations portent sur les problèmes les plus délicats, par exemple les négociations sur le contrôle des armements que le Président Reagan mène avec l'Union soviétique. Un autre haut fait: l'accord constitutionnel historique que le Premier ministre Mulroney a négocié avec les premiers ministres provinciaux il y a un mois. Les négociations commerciales entrent aussi dans cette catégorie.

Un prix, quel qu'il soit, vise à encourager la poursuite d'objectifs auxquels celui qui le décerne accorde beaucoup de valeur. C'est pourquoi votre soutien en cette occasion revêt pour moi une importance particulière. Les efforts que le secrétaire Shultz et moi-même pourrons déployer pour améliorer les relations entre nos deux pays seront vains si nous ne pouvons pas compter sur vous. J'espère que vous resterez à nos côtés à mesure que nous travaillerons au cours de l'année qui vient à faire avancer les différentes questions que j'ai abordées aujourd'hui.